

# La « bascule » vers l'Asie : logique et implications de la nouvelle géostratégie américaine

**Jean-Loup Samaan**

*Maître de conférences au Collège de défense de l'OTAN*

## **Résumé**

*En janvier 2012, l'administration Obama officialisait sa nouvelle posture globale à l'issue d'une décennie de « guerre contre la terreur ». Accélérant le retrait de ses forces en Europe, le Pentagone oriente désormais ses ressources (humaines et technologiques) vers l'océan Pacifique. Face à la montée en puissance militaire de la Chine, les États-Unis ont considérablement révisé leur stratégie non seulement en soutien à Taïwan mais aussi vis-à-vis de leurs alliés (Japon, Corée du Sud, Australie, Inde). Cet article retrace l'origine de cette « bascule » asiatique de la politique étrangère américaine et en tire des conséquences sur l'équilibre des forces dans la zone.*

## **Abstract**

*In January 2012, after a decade of « war on terror », Obama administration made official its new global posture. Accelerating its troops withdrawal from Europe, the Pentagon now directs its efforts and focuses its human and technological resources toward the Pacific Ocean. In order to face China's military rise, the US has significantly revised its strategy vis-a-vis Taiwan and other of their traditional allies (Japan, South Korea, Australia, India). This article recounts this US foreign policy Asian « tilt »'s origins and develops on the area's new balance of power.*

EN janvier 2012, à l'issue de plusieurs mois d'intenses travaux, le Département de la Défense américain rend publique sa nouvelle *Defense Strategic Guidance*. Court document de seize pages, cette *Defense Strategic Guidance* esquisse les contours de la future posture militaire américaine dans le monde après une décennie de conflits en Afghanistan et Irak. Avec en toile de fond la pression financière qui pèse désormais sur le Pentagone, le texte se distingue du style habituellement impersonnel de cette littérature. La *Defense Planning Guidance* de 2012 affirme haut et fort le revirement géopolitique de Washington : « Si l'armée américaine continue à contribuer à la sécurité à l'échelle mondiale, nous l'orienterons en priorité et par nécessité vers la région Asie-Pacifique »<sup>1</sup>.

Plus qu'une révolution, le discours de l'administration Obama sur le basculement de ses forces vers l'Asie marque une arrivée à maturation des idées développées dans les couloirs du Pentagone au cours des deux dernières décennies<sup>2</sup>. En désignant le Pacifique comme le centre de gravité de la stratégie internationale américaine et en définissant explicitement les menaces de « déni d'accès » chinoises comme les défis à contourner<sup>3</sup>, la Maison-Blanche et le Secrétaire à la Défense, Leon Panetta, consacrent le travail de tous les *China Watchers* qui depuis des années s'efforcent à Washington de sensibiliser les décideurs politiques au défi chinois<sup>4</sup>.

Mais au-delà de cette victoire intellectuelle, que signifie concrètement ce basculement des États-Unis vers le Pacifique ? Cet article retrace l'origine de cette « bascule » asiatique de la politique étrangère américaine et en tire des conséquences sur l'équilibre des forces futur dans la zone.

### Les ambitions régionales du *peer competitor* chinois

Depuis des décennies, l'armée chinoise s'est focalisée sur l'achat d'équipements et l'entraînement de ses troupes pour répondre à l'éventualité d'un conflit dans le détroit de Taïwan. Néanmoins, jusqu'à la fin des années 2000, l'hypothèse d'une invasion de la province rebelle était vivement réfutée par les experts américains<sup>5</sup>.

1 Département de la Défense, *Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21<sup>st</sup> Century Defense*, Washington, janvier 2012, p. 2.

2 Cf. entre autres, la synthèse de Robert Art., « The United States and the Rise of China: Implications for the Long Haul » in: Robert Ross, Zhu Feng (Ed.) (2008), *China's Ascent: Power, Security, and the Future of International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, p. 260-290.

3 *Ibid*, p. 4.

4 Le discours de Leon Panetta sur la bascule américaine vers l'Asie lors du Shangri-La Dialogue en juin 2012 consacre cette étape. Discours disponible à : <http://www.iiss.org/conferences/the-shangri-la-dialogue/shangri-la-dialogue-2012/speeches/first-plenary-session/leon-panetta/>.

5 Michael O'Hanlon, « Why China Cannot Conquer Taiwan », *International Security*, Vol.

Historiquement, Taïwan a pu prévenir une invasion chinoise grâce à trois facteurs : l'incapacité de Pékin, pendant longtemps, à déployer ses forces au-delà des 185 kilomètres du détroit de Formose, la supériorité technologique des forces taiwanaises (et ce, grâce aux ventes d'armes de Washington), et l'éventualité d'une intervention des États-Unis *via* des renforts depuis les bases américaines de Guam et du Japon. Cependant, les deux premiers éléments de cette garantie contre une invasion sont aujourd'hui remis en cause.

Tout d'abord, les capacités de projection de forces chinoises sur l'île se sont substantiellement améliorées. Pékin dispose à présent d'une supériorité numérique vis-à-vis de Taipei dans tous les secteurs : le nombre de soldats, de chars, de navires amphibies ou encore d'avions de combat prépositionnés dans le détroit. Ce basculement du rapport de forces est lié non seulement à la montée en puissance de l'armée chinoise mais aussi à la baisse considérable des budgets militaires taiwanais depuis les années quatre-vingt-dix<sup>6</sup>.

Ce différentiel grandissant est à l'origine de la relance des ventes d'armes américaines à Taipei des dernières années, conclues dans le cadre du Taiwan Relations Act. Ces ventes entendent avant tout préserver le *statu quo* dans le détroit. Mais, de l'avis des spécialistes à Washington, celui-ci devient difficile à préserver. « Ce ne sont pas des nouveaux avions de combat qui vont changer la donne militaire pour Taïwan, nous n'en sommes déjà plus à ce stade, tout cela n'a de sens qu'au niveau du symbole politique » soutient un conseiller à la Maison-Blanche<sup>7</sup>.

En fait, la notion même d'équilibre des forces entre la RPC et Taïwan s'avère discutable. Comme nous le confie un analyste proche de l'US Navy, « il n'y a jamais eu à proprement parler d'équilibre des forces dans le détroit, c'est une vue de l'esprit et elle touche aujourd'hui à sa fin »<sup>8</sup>.

La faiblesse grandissante de Taïwan, quant à sa capacité de protection de l'île contre une éventuelle attaque de la Chine continentale, pose la question d'un engagement militaire américain dans le détroit, afin de prévenir une escalade ou, en dernier recours, de défaire une invasion. Or, bien au fait des options des forces américaines, la marine chinoise a structuré sa flotte afin, justement, de se prémunir contre une agression des États-Unis dans ses eaux proches. Cette mission dévolue aux forces navales de Pékin a été guidée par une stratégie dite de « déni d'accès ». Le terme désigne un ensemble de capacités militaires d'un État lui permettant d'empêcher le déploiement des forces armées américaines (aériennes, navales, terrestres) sur le théâtre des

25, n° 2, 2000, p. 53.

6 Wendell Minnick, « U.S. Intel Report on Taiwan Air Power Released », *Defense News*, 22 février 2010.

7 Entretien avec l'auteur, Washington, printemps 2011.

8 Entretiens avec l'auteur, Washington, printemps 2011.

opérations, de limiter les emplacements à partir desquels ces forces pourraient opérer, ou de les forcer à opérer depuis des emplacements plus éloignés du cœur du conflit<sup>9</sup>.

Les moyens de « déni d'accès » chinois augmentent fortement la vulnérabilité des groupes aéronavals des États-Unis dans l'hypothèse d'un regain de tensions dans le détroit de Taïwan et *in fine* élève le coût politique et militaire d'une interposition américaine.

À ces spéculations américaines sur un conflit futur dans le détroit de Taïwan, s'ajoute la question plus générale des ambitions maritimes chinoises dans le Pacifique. L'activisme naval de Pékin engendre aujourd'hui des tensions diplomatiques croissantes avec ses voisins en mer de Chine du sud, certains experts voyant dans ce phénomène le retour de « la diplomatie de la canonnière »<sup>10</sup>. Cette pratique, caractéristique de la Royal Navy britannique au XIX<sup>e</sup> siècle, désigne l'emploi ou la menace de l'emploi limité de ses forces navales – autrement que comme un acte de guerre – afin de faire avancer ses objectifs politiques. Par conséquent, l'usage de la marine chinoise comme démonstration de force dans une zone où les alliés des États-Unis s'estiment menacés conduit Washington à scruter méticuleusement ces développements.

Hillary Clinton, la secrétaire d'État de Barak Obama, évoque directement cette question dans un discours remarqué qu'elle prononce le 23 juillet 2010 lors d'un forum de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Elle affirme ainsi que « si les États-Unis ne prennent pas partie dans les différends territoriaux dans la mer de Chine du sud, nous estimons que les requérants doivent porter leurs demandes dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer »<sup>11</sup>. Destiné à faire contrepoids face à l'agressivité maritime de la Chine dans la région, le message de soutien d'Hillary Clinton envers les alliés des États-Unis est interprété comme une ingérence inacceptable par les autorités chinoises.

Que représente cette mer pour Pékin ? La petite zone de l'océan Pacifique que l'on appelle la mer de Chine du sud s'étend de Singapour au détroit de Malacca et recouvre une multitude de minuscules îles qui font encore aujourd'hui l'objet de contentieux territoriaux. Dès 1992, Pékin revendique officiellement sa souveraineté « historique » sur l'ensemble de la mer. Depuis lors, les autorités chinoises n'ont jamais clarifié ce caractère « historique ». Outre ses différends avec les autorités de Taïwan sur la zone, la Chine maoïste

9 Roger Cliff, Mark Burles, Michael S. Chase, Derek Eaton, Kevin L. Pollpeter, *Entering the Dragon's Lair, Chinese Antiaccess Strategies and Their Implications for the United States*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007, p. IV ; Andrew Krepinevich, *Why Air-Sea Battle?*, Washington, Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2010, p. 10

10 Christian Le Mièrre, « The Return of Gunboat Diplomacy », *Survival*, Vol. 53, n° 5, 2011.

11 Discours d'Hillary Rodham Clinton, Secrétaire d'État des États-Unis, National Convention Center, Hanoi, Vietnam, 23 juillet 2010. Source : <http://www.state.gov/secretary/rm/2010/07/145095.htm>. Date de consultation : 8 mars 2012.

est en conflit avec l'Indonésie sur la souveraineté des îles Natuna, avec les Philippines sur les champs gaziers de Malampaya et Camargo et sur l'atoll de Huangyan, avec le Viet Nam sur les îles Spratly et Paracels, avec la Malaisie, le Cambodge, la Thaïlande et le Viet Nam sur certaines portions du golfe de Thaïlande. Parce que Pékin considère la mer de Chine du sud comme faisant partie de ses intérêts primordiaux, au même titre que Taïwan, le Tibet et le Xinjiang, elle ne peut tolérer la façon dont H. Clinton se mêle de ces contentieux. Que les États-Unis se posent en arbitre des disputes territoriales dans la région reviendrait, suivant cette perspective, à légitimer son intrusion dans l'ensemble des affaires intérieures de Pékin.

Malgré les injonctions de Washington à discuter des différends entre les pays riverains de la mer de Chine du sud *via* les dispositifs adéquats du système des Nations Unies, la Chine semble persister à user de la diplomatie de la canonnière. Si les nombreux exercices navals dans la zone en sont une illustration saillante, l'arrivée à maturation des investissements de long terme en matière de modernisation de la marine chinoise achève de convaincre le Pentagone quant aux ambitions navales de Pékin. Ainsi, le premier porte-avions dont le pays s'est muni, le Shi-Lang (modification du porte-avions Varyag construit sous l'URSS), aura pour mission principale d'appuyer les revendications de Pékin sur la zone. Si la condition opérationnelle de ce porte-avions chinois reste encore difficile à évaluer, il constitue indéniablement un symbole politique fort.

Par ailleurs, depuis décembre 2008, la marine chinoise s'engage dans des patrouilles anti-piraterie dans le golfe d'Aden, une première pour des forces qui n'avaient jamais été déployées au-delà de l'océan Pacifique occidental. Si ce déploiement est avant tout une réponse à la croissance exponentielle des actes de piraterie perturbant le passage de navires commerciaux dans les eaux proches de la Somalie, la présence du Kunlun Shan, un navire d'assaut amphibie, n'a pas échappé aux pays riverains de l'océan Indien, qui y ont aussi vu une marque de la nouvelle assurance chinoise en hautes mers.

Les analystes du Pentagone voient dans ce déplacement inédit de navires une conséquence logique de la politique énergétique de Pékin. En effet, la Chine importe déjà plus de 50 % de son pétrole et les projections les plus récentes estiment que cette part pourrait atteindre 80 % en 2030. La majorité de ces importations proviennent d'Afrique et du Moyen-Orient et doivent donc transiter par l'océan Indien et le détroit de Malacca.<sup>12</sup> L'approvisionnement énergétique chinois dépend donc en grande partie de la stabilité des routes maritimes qui mènent ses importations d'Afrique jusqu'en Chine. En d'autres termes, la sécurisation de ces voies passe non seulement par le maintien de bonnes relations diplomatiques de Pékin avec

12 Cf. entre autres Andrew Kennedy, « China's New Energy-Security Debate », *Survival*, Vol. 52, n° 3, 2010.

les pays littoraux mais aussi par son aptitude à déployer, si nécessaire, une escorte navale crédible en soutien à des convois commerciaux. Dès lors, cette relation de cause à effet entre dépendance énergétique et marine globale conduit le Département de la Défense américain à voir l'affirmation d'une puissance navale chinoise comme un processus inéluctable. S'ajoutant à la diplomatie de la canonnière que pratique Pékin dans la mer de Chine du sud, ce phénomène annonce, vu de Washington, une évolution substantielle de la « menace chinoise ». Après s'être concentrée jusqu'à aujourd'hui dans le détroit de Taïwan, celle-ci inquiète, ou du moins préoccupe, l'US Navy en haute mer, et ce bien loin des côtes chinoises.

C'est pourquoi le discours de « la menace chinoise », qu'il s'appuie sur les développements dans le détroit de Taïwan ou sur les spéculations en haute mer, a d'ores et déjà convaincu une bonne partie des décideurs politiques et militaires américains de la nécessité de réviser leur politique militaire en Asie. Le Pentagone et le Département d'État se sont donc engagés aujourd'hui dans une ambitieuse restructuration de leur dispositif pour le Pacifique.

### **La bascule militaire et diplomatique vers l'Asie**

La révision de la stratégie américaine face à la montée en puissance de la Chine implique une refonte non seulement de la posture militaire des États-Unis dans l'océan Pacifique mais également de son agenda diplomatique vis-à-vis de leurs alliés régionaux. En effet, au fil des années, la Chine est devenue le sujet de préoccupation commun entre Washington et un certain nombre de pays asiatiques. La conséquence de cette convergence de vues est un rapprochement continu entre les États-Unis et ces pays sur le plan politique, économique et militaire.

Les multiples initiatives bilatérales et multilatérales de Washington structurent progressivement un possible système de sécurité régionale de façon à remplir les deux objectifs primordiaux : premièrement, responsabiliser les alliés asiatiques des États-Unis afin de ne pas laisser ces derniers devenir la seule réponse possible face à la Chine ; deuxièmement, signaler à la Chine que celle-ci n'a désormais le choix qu'entre deux options : participer à ce système façonné par les Américains ou se trouver isolée.

Ces initiatives peuvent prendre la forme d'une réaffirmation des garanties de sécurité offertes par les accords de défense signés par les États-Unis avec le Japon (1951) et la Corée du sud (1953), ainsi que l'Australie *via* l'ANZUS (l'*Australia, New Zealand, United States Security Treaty*<sup>13</sup>) signé en 1951 ou encore, dans une moindre mesure, Taïwan avec le Taiwan Relations Act (1979). Cela passe aussi par la revalorisation de certaines relations, par

<sup>13</sup> Dans le cadre de l'ANZUS, les États-Unis ont par contre suspendu leurs obligations vis-à-vis de la Nouvelle-Zélande depuis 1986.

exemple avec la désignation en 2003 de la Thaïlande et des Philippines comme des « alliés hors-OTAN majeurs » (*major non-NATO allies*) des États-Unis, un geste qui au passage a alloué aux deux pays de larges bénéfices en matière d'assistance sécuritaire, notamment en matière de formation militaire.

Au niveau militaire, le Pacific Command s'est engagé dans un processus de modernisation et de renforcement de son dispositif dans l'océan Pacifique. Tout d'abord en matière de projection de force, l'US Navy dispose dans la zone de six porte-avions nucléaires dont un posté de façon permanente au Japon. Ensemble, ces navires peuvent transporter jusqu'à 500 avions de combat. En comparaison la Chine dispose d'un seul porte-avions, depuis 2011, dont la condition opérationnelle est encore loin d'être probante.

La Navy déploie 31 de ses 53 sous-marins nucléaires d'attaque dans l'océan Pacifique (soit 59 % du total), une présence dissuasive qui est devenue aujourd'hui plus importante que dans l'Atlantique. En plus de ses douze croiseurs à missile guidé, de ses 29 destroyers à missile guidé et de ses douze frégates, la Navy renforce également ses systèmes de défense antimissile. Non seulement, elle déploie une quantité importante de missiles intercepteurs SM-3, mais le nombre de navires équipés de capacités antimissiles croît de manière spectaculaire. Jusqu'ici, on comptait pour la zone Pacifique trois croiseurs Aegis<sup>14</sup> et quinze destroyers Aegis : désormais la Navy disposera de dix croiseurs et de l'intégralité de ses destroyers équipés de systèmes Aegis dans le Pacifique<sup>15</sup>. Quand bien même l'éventualité d'une crise avec la Corée du nord est souvent utilisée pour justifier toutes ces ressources, un tel dispositif apparaît disproportionné face à l'envergure de la menace de Pyongyang.

La stratégie américaine peut ensuite se décliner par des coopérations économiques et technologiques. L'exemple le plus spectaculaire est l'accord indo-américain sur le nucléaire civil en 2005, qui a permis à New Delhi de se défaire d'un embargo de trente-quatre ans lié à son refus de signer le Traité sur la non-prolifération. Par ailleurs, Washington peut également faciliter l'accès de l'Inde et de l'Australie à ses technologies militaires de pointe (plus particulièrement dans les domaines aéronautique et naval) afin de renforcer la crédibilité stratégique de ces alliés et, dans le même temps, envoyer un signal fort à Pékin. Enfin, cette dynamique coopérative peut être conduite par la tenue régulière d'exercices militaires conjoints. Les États-Unis mènent fréquemment des exercices militaires avec leurs alliés régionaux. L'exercice annuel « Cobra Gold » impliquait au départ les forces américaines

<sup>14</sup> Aegis ("Égide" en français, du nom du bouclier du dieu grec Zeus) est un système antimissile pour navires combinant la détection d'un lancement de missile ennemi et le guidage d'engin chargé de détruire celui-ci.

<sup>15</sup> Ronald O'Rourke, « China Naval Modernization Implications for U.S. Navy Capabilities—Background and Issues for Congress », Washington, Congressional Research Service, p. 60.

et thaïlandaises, et il a été aujourd'hui élargi pour devenir un exercice multilatéral auquel se joignent les forces singapouriennes, malaisiennes, indonésiennes et japonaises. « Cope Tiger » est un exercice qui se déroule tous les deux à trois ans entre les armées de l'air de Singapour, de Thaïlande et des États-Unis. L'exercice biennal « Rim of the Pacific », exercice le plus important au monde dans le domaine maritime, permet aux Américains de consolider l'interopérabilité avec l'ensemble de leurs alliés et partenaires dans la zone Pacifique. La conduite de ces exercices ne laisse jamais les autorités chinoises indifférentes. Au cours de l'été 2010, un exercice entre les forces sud-coréennes et américaines, en mer Jaune en réponse à une agression nord-coréenne engendre des tensions avec Pékin, qui y voit une démonstration de force à proximité de son territoire.

Si les exemples de cette stratégie régionale de Washington ne manquent pas, force est de constater qu'en raison de multiples sensibilités nationales, elle demeure loin d'aboutir à l'édification d'un système de sécurité pour la zone. Elle n'est pas à proprement parler multilatérale, car elle reste encore aujourd'hui conduite à un niveau bilatéral, ou au mieux trilatéral. Il faut donc l'évaluer au cas par cas.

### **Les partenariats régionaux de Washington : un système encore en gestation ?**

Même si les dirigeants américains rappellent régulièrement que leur pays est, géographiquement, ancré dans la zone Pacifique, ils n'en reconnaissent pas moins la nécessité de conduire leur politique régionale en s'appuyant sur des pays partenaires. Ainsi quatre pays constituent aujourd'hui les points d'appui clés de Washington, non seulement sur le plan militaire mais diplomatique : le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et l'Inde. Ce faisant, les décideurs américains doivent souvent composer avec les propres agendas stratégiques de ces pays. C'est le cas, pour commencer, du Japon.

La rivalité sino-japonaise est probablement la plus profonde aujourd'hui en Asie<sup>16</sup>. Non seulement, elle s'inscrit dans une continuité historique mais elle se décline dans de multiples domaines. Tout d'abord dans le domaine énergétique, où les deux pays restent extrêmement dépendants d'importations de pétrole et de gaz (99 % dans le cas japonais !)<sup>17</sup>. Ce n'est donc pas par hasard si les deux pays se trouvent dans une confrontation directe sur la délimitation des eaux territoriales en mer de Chine, où se trouvent des gisements gaziers et pétroliers extrêmement précieux pour le pays souverain.

La Chine et le Japon se disputent également la souveraineté de sept minuscules îles : les îles Senkaku selon la terminologie japonaise (Diaoyu selon

16 Cf. Valérie Niquet, *Chine-Japon, l'affrontement*, Paris, Perrin, 2006.

17 Kent Calder, « China and Japan's Simmering Rivalry », *Foreign Affairs*, Vol. 85, n° 2, 2006, p. 130.



les Chinois). Si en principe les États-Unis ne souhaitent pas s'immiscer dans les conflits sino-japonais, la question de ces îles met les autorités américaines dans l'embarras. Successivement, la secrétaire d'État, Hillary Clinton, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates, déclarent que le traité de sécurité nippo-américain, signé en 1951, inclut les îles et qu'une attaque contre les intérêts japonais sur ces territoires serait couverte par l'article 5 du traité, se référant à la clause de solidarité qui prévoit une protection militaire du Japon par les forces américaines. Dès lors, on peut légitimement s'interroger sur la marge de manœuvre de Washington si une prochaine crise entre Pékin et Tokyo autour de ces îles venait à dangereusement escalader.

Par ailleurs, la portée actuelle et future des missiles balistiques et de croisière chinois couvre amplement le territoire japonais et explique l'investissement considérable consenti par ce dernier dans la mise en place d'un bouclier antimissile avec l'aide des États-Unis. Lancée à la fin des années quatre-vingt, la coopération nippo-américaine dans le domaine antimissile était au départ un symbole politique pour consolider la relation Washington-Tokyo. Si à la fin des années quatre-vingt-dix, la menace des missiles balistiques nord-coréens lui fournit un nouveau motif, c'est véritablement la maturation contemporaine de l'arsenal chinois qui donne sa raison d'être à cette entreprise.

Dans cette perspective, le risque pour les États-Unis serait de se retrouver *de facto* au milieu d'un conflit sino-japonais qui serait le résultat de la surenchère des deux rivaux. Washington se verrait obligé de venir en aide au Japon non seulement pour honorer ses engagements diplomatiques vis-à-vis de celui-ci mais aussi parce que sa réaction aurait valeur de test dans la région : la crédibilité du soutien américain envers l'ensemble de ses alliés asiatiques en dépendrait<sup>18</sup>.

Washington et Tokyo ont entamé un processus de redéploiement des forces stationnées, en particulier celles d'Okinawa. En effet, la présence des soldats américains y a toujours été mal vécue par la population locale. Selon l'accord nippo-américain de 2006, le personnel militaire américain doit à terme être redéployé dans de nouvelles installations sur l'île de Guam.

En ce qui concerne la Corée du sud, la principale source de tension avec la Chine reste le soutien de Pékin à la Corée du nord. Mais à la différence du Japon, les autorités à Séoul ne militent pas aujourd'hui pour un interventionnisme des États-Unis en Asie-Pacifique, du moins pas dans les mêmes proportions qu'au Japon, en Inde ou désormais en Australie. Historiquement, la présence

---

18 Selon les données officielles des US Forces Japan, on compte sur le sol japonais environ 38 000 soldats et 5 000 civils employés par le Département de la Défense américain répartis sur près de 85 installations, sur les archipels d'Honshu, Kyushu et Okinawa qui, ensemble, représentent approximativement 31 160 hectares. Source internet : <http://www.usfj.mil/>. Date de consultation : 6 février 2012.

militaire américaine sur le sol sud-coréen et le bénéfice de la « dissuasion élargie » ont permis au pays non seulement de prévenir une attaque nord-coréenne mais également de se prémunir contre une agression japonaise<sup>19</sup>.

En 2012, l'armée américaine dispose de deux bases principales à Pyeongtaek et Osan, situées respectivement à une cinquantaine et à une quarantaine de kilomètres au sud de Séoul, et près de 28 500 soldats sur le sol sud-coréen. Ce contingent est le legs de l'accord de défense mutuelle signé entre les États-Unis et la Corée du sud en octobre 1953, deux mois après l'armistice mettant un terme à la guerre de Corée. Si la fonction originelle de la présence militaire américaine fut donc le soutien aux troupes sud-coréennes dans l'éventualité d'un affrontement avec la Corée du nord, cette raison d'être a évolué depuis lors. Pour autant, Séoul ne souhaite pas qu'un rapprochement avec Washington conduise à une détérioration de sa relation avec Pékin, ce qui entraînerait par contrecoup, le renforcement des liens entre la Chine et la Corée du nord, dont elle serait la première à pâtir.

De plus, comme au Japon, la présence des forces américaines n'est pas toujours bien vécue par la population locale. En Corée du sud aussi, les États-Unis ont donc entamé un processus de révision de ses stationnements.

En fait, ces réajustements au Japon et en Corée du sud font aujourd'hui de l'île de Guam, un territoire américain de 541 kilomètres carrés dans l'océan Pacifique, une clé du dispositif militaire futur des États-Unis. Durant la dernière décennie, près de quinze milliards de dollars ont été dépensés pour faire de Guam un futur « hub » entre les théâtres et entre les armées, qui permettra de conduire des opérations de grande intensité à travers l'océan Pacifique. Suite logique du redéploiement des forces du Marine Corps d'Okinawa, le renforcement de Guam, se fonde sur plusieurs raisons. D'une part, en tant que territoire américain, l'île n'est pas soumise aux aléas politiques de l'entretien de bases sur le sol d'autres pays. Le second argument en faveur de Guam a trait à la géographie militaire : amenée à devenir l'avant-poste des États-Unis dans le Pacifique, l'île est bien plus proche des éventuels théâtres de guerre (détroit de Taïwan, péninsule coréenne, mers de Chine) que le quartier général du Pacific Command sur l'île d'Hawaï. Partant de Guam, les avions de combat américains peuvent atteindre Taïwan, le Japon, les Philippines ou encore la Corée du sud en deux à cinq heures. Depuis Guam, un navire voguant à une distance de trente nœuds par jour mettra deux jours à rejoindre Manille, la capitale des Philippines. Il en faudrait presque sept s'il partait d'Hawaï<sup>20</sup>.

19 Aileen San Pablo-Baviera, « The China factor in US alliances in East Asia and the Asia Pacific », *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 57, n° 2, 2003.

20 Shirley Kan, Larry Niksch, *Guam: U.S. Defense Deployments*, Washington, Congressional Research Service, 7 janvier 2010, p. 4.

Le troisième partenaire des États-Unis dans la zone, l'Australie, est celui ayant le plus nettement évolué sur la question chinoise au cours des dernières années. Jusqu'à récemment, les décideurs à Canberra n'ont vu dans la Chine montante qu'une opportunité économique. Or, Canberra a, depuis peu, révisé sa position. Le fait que l'Australie soit désormais à portée des navires et des missiles de Pékin modifie considérablement la perception de ses dirigeants.

Si la « question chinoise » est nouvelle en Australie, le pays est depuis longtemps engagé dans de multiples initiatives de coopération avec les États-Unis. En 2005 est annoncé le Dialogue Stratégique Trilatéral auquel elle participe avec les États-Unis et le Japon. En 2010, Canberra et Washington signent un traité sur le commerce de défense, offrant à l'Australie un accès complet aux équipements militaires américains (seul le Royaume-Uni disposait jusqu'ici de ce privilège). Ce traité signale une nouvelle étape du partenariat américano-australien qui n'est pas sans lien avec le facteur chinois<sup>21</sup>. Il est suivi, en novembre 2011, par l'annonce du Président Obama, selon laquelle un contingent de 2 500 Marines seront envoyés au cours des prochaines années sur la base militaire australienne de Darwin, afin de renforcer les liens bilatéraux au niveau opérationnel (entraînement et exercices conjoints)<sup>22</sup>. Autrement dit, à mesure que Canberra affiche son appréhension face à la portée grandissante des navires de guerre chinois, Washington propose de renforcer sa coopération militaire, qu'il s'agisse de l'interopérabilité entre les sous-marins américains et australiens ou encore de l'éventualité d'un accès plus étendu du sol australien aux capacités navales et aériennes américaines.

Pour certains stratèges américains, l'Australie pourrait constituer, par sa position géographique entre les océans Indien et Pacifique, un pivot sur lequel l'armée américaine s'appuierait pour garantir l'équilibre des forces entre l'Inde et la Chine<sup>23</sup>.

Le quatrième et dernier partenaire, l'Inde, est celui autour duquel les spéculations sont les plus vives. En 1998, le Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee affirmait que les États-Unis et l'Inde étaient « *des alliés naturels* ». Depuis lors, tous les discours des autorités politiques de chacun des deux pays ont contenu une référence à la notion de valeurs communes entre eux de par leur caractère démocratique<sup>24</sup>. Devenue une routine diplomatique – voire

21 Anna Fifield, Peter Smith, Kathrin Hille, « US and Australia tighten military ties », *Financial Times*, 14 septembre 2011.

22 Jackie Calmes, « A U.S. Marine Base for Australia Irritates China », *New York Times*, 16 novembre 2011.

23 Thomas Mahnken, Andrew Shearer, « Leading in the Indian Ocean », *Wall Street Journal*, 10 mars 2011 ; Anna Fifield, Peter Smith, Kathrin Hille, « US and Australia tighten military ties », *Financial Times*, 14 septembre 2011.

24 Cf. Daniel Twining, Richard Fontaine, « The Ties that Bind? U.S.-Indian Values-based Cooperation », *Washington Quarterly*, Vol. 34, n° 2, 2011.

un poncif – la croyance en une « *alliance naturelle* » indo-américaine est certainement utile sur le plan politique mais elle ne reflète guère les nuances d'une relation bilatérale qui reste encore aujourd'hui empreinte de prudence et de pragmatisme des deux côtés.

En réalité, le récent rapprochement entre les États-Unis et l'Inde tire son origine moins d'une identité démocratique commune que d'une convergence de vues à propos de la montée en puissance chinoise. Depuis longtemps déjà, celle-ci irrigue la posture militaire indienne et les officiels indiens n'avaient pas hésité à rappeler lors de leurs tests nucléaires de 1998 que la Chine restait la première menace de leur pays, eu égard à sa coopération militaire avec le Pakistan et ses activités maritimes dans l'océan Indien.

Pour autant, si l'Inde et les États-Unis ont entamé après la fin de la guerre froide leur processus de rapprochement politique et militaire, ce n'est véritablement qu'en 2008 que l'accord bilatéral pour la coopération sur l'énergie nucléaire marque une étape dans la confiance stratégique entre les deux pays. Celle-ci est suivie en juin 2010 par la tenue du premier dialogue stratégique indo-américain.

Sur le plan militaire, les deux pays ont participé à plus de soixante exercices conjoints au cours de la dernière décennie. Néanmoins, contrairement à l'optimisme affiché par certains observateurs à Washington, cette coopération indo-américaine a ses limites. Souhaitant se préserver une marge de manœuvre, l'Inde ne montre pas une grande volonté de formaliser ce partenariat dans le domaine militaire. Les autorités politiques ne veulent pas prêter le flanc aux critiques chinoises qui feraient de l'Inde un allié docile des États-Unis. D'ailleurs, Delhi entend jusqu'à présent maintenir des relations de coopération de défense avec l'armée chinoise (notamment en participant à plusieurs reprises à des exercices militaires communs).

Enfin, le futur du partenariat stratégique indo-américain dépend intrinsèquement de l'avenir des relations entre les États-Unis et le Pakistan après le retrait des forces de l'OTAN d'Afghanistan. Depuis 2001, Washington a délibérément minimisé l'antagonisme historique entre Delhi et Islamabad pour s'assurer du soutien pakistanais en Afghanistan. Or la volonté américaine de maintenir des relations avec le Pakistan en raison de l'influence de celui-ci en Afghanistan, tout en développant parallèlement son nouveau partenariat avec l'Inde, s'est heurtée au bout du compte aux susceptibilités des deux pays.

\* \* \*

Dans cette perspective, l'idée d'une puissance chinoise qui menacerait les États-Unis dans l'océan Pacifique peut-elle être vraiment prise au sérieux, ou du moins justifier la bascule américaine vers l'Asie ? Indéniablement, le réseau de bases et d'installations militaires américaines dans la région permet de

contenir toute volonté d'expansion maritime chinoise. Néanmoins, lorsque les décideurs américains sont interrogés sur cette idée d'un endiguement de la Chine par le Pacific Command, ils s'empressent de la réfuter et minorent l'importance du dispositif en expliquant qu'il s'agit avant tout d'un héritage de la Seconde Guerre mondiale. Malgré ces dénégations, non seulement le Pentagone étend le nombre de points d'accès à la zone (*via* le nouvel accord avec l'Australie et l'extension des capacités de Guam) mais les ressources allouées au Pacific Command sont en nette progression.

De plus, l'activisme de Washington envers les pays voisins de la Chine témoigne de la volonté de dessiner les contours d'un système de sécurité régional dans le Pacifique qui serait favorable aux intérêts américains. Mais, au-delà d'une certaine convergence des agendas politiques, force est de constater que les États-Unis ne bénéficient pas en Asie des appuis stratégiques dont ils pouvaient se prévaloir en Europe au début de la guerre froide. Certains à Washington craignent que le Japon entraîne les États-Unis dans une escalade irréfléchie et inutile avec la Chine ou qu'un affrontement entre les deux Corées implique Washington et Pékin. La volonté de l'Inde de ne pas s'aligner « naturellement » sur les positions diplomatiques américaines (au sujet de la Chine mais aussi sur des dossiers tels que les sanctions économiques contre l'Iran) agace ceux qui rêvent d'une architecture de sécurité solide et cohérente avec, à sa tête, les États-Unis. Reste l'Australie avec laquelle l'accord de 2011 signale une coopération en progrès considérable. L'analogie la plus souvent mentionnée au sujet du nouveau partenariat avec Canberra est celle de la relation « spéciale » avec le Royaume-Uni. Or face à la Chine, Canberra est encore loin de constituer un allié aussi crédible, militairement et diplomatiquement, que Londres a pu l'être face à l'URSS.

De ce mouvement de bascule vers l'Asie, il ressort donc le constat suivant : les États-Unis restent, bon an mal an, les principaux producteurs de sécurité dans le Pacifique. Dès lors leur volonté de s'appuyer sur leurs partenaires afin d'arbitrer à distance les contentieux locaux risque encore pour plusieurs années de se heurter à la réalité des rapports de force : en l'absence de système de sécurité régional suffisamment robuste, les États-Unis seraient condamnés à rester, par défaut, la puissance de contrepois à la Chine.